

Où va l'Argentine sur le plan international?

Le 22 Novembre 2023 par Eldar Mamedov <https://responsiblestatecraft.org/javier-milei-argentina-foreign-policy/>

Eldar Mamedov est un expert en politique étrangère vivant à Bruxelles.



Le député argentin et candidat à la présidence Javier Milei s'exprime lors de son dernier événement de campagne au Movistar Arena à Buenos Aires, mercredi, avant le vote de dimanche (Luis Robayo/AFP/Getty Images)

En matière de politique étrangère, l'Argentin Javier Milei serait davantage néo conservateur que libertarien [Le libertarianisme veut limiter les obligations sociales imposées par le politique au profit du libre choix de chaque individu, NdT]. Le président nouvellement élu est un fervent partisan de l'Ukraine et a déjà qualifié la Chine d'«assassin».

L'élection surprise à la présidence de l'Argentine de Javier Milei, un «libéral libertarien» autoproclamé, excentrique et maniant la tronçonneuse, a suscité un vif intérêt (<https://www.reuters.com/world/americas/trump-congratulates-argentine-libertarian-milei-election-win-2023-11-20/>) dans le monde entier.

L'attention s'est surtout portée sur le caractère radical (<https://www.economist.com/leaders/2023/11/20/in-argentina-javier-milei-faces-an-economic-crisis>) des propositions économiques que Milei promeut afin de guérir l'Argentine de ses maux chroniques, au premier rang desquels une inflation annuelle de 143% et la pauvreté qui a submergé plus de 40% des Argentins, le tout dans un contexte de dette en souffrance envers le Fonds monétaire international à hauteur de 43 milliards de dollars.

Parmi les remèdes proposés (<https://www.youtube.com/watch?v=DVy5GQfIDQk>) par Milei figurent la liquidation de la banque centrale argentine, l'abandon de la monnaie nationale - le peso - en faveur du dollar américain, la privatisation des actifs de l'État et la réduction des dépenses publiques, y compris les allocations destinées aux individus et communautés les plus vulnérables.

La tronçonneuse qu'il a adoptée comme icône pendant la campagne électorale symbolise son intention de démolir l'État, qui, selon Milei, est à l'origine du déclin progressif de l'Argentine au cours des XXe et XXIe siècles.

Si certains libertariens, notamment aux États-Unis, ont salué son élection comme la plus récente et la plus belle occasion (<https://twitter.com/LPNational/status/1726300535974973839>) de promouvoir les idées qu'ils défendent depuis longtemps et comme une nouvelle source d'inspiration pour les États-Unis, leur enthousiasme n'est peut-être pas justifié.

Milei se concentre peut être sur l'économie, mais en tant que président, il devra également diriger la politique étrangère de l'Argentine.

Ce n'est pas un domaine pour lequel il a montré beaucoup d'intérêt ou de compétences jusqu'à présent, mais quelqu'un comme le sénateur Rand Paul (Républicain -Kentucky), porte-drapeau du libertarianisme aux États-Unis, se reconnaîtrait difficilement dans les positions défendues (<https://ronpaulinstitute.org/argentina-presidential-candidate-javier-milei-is-not-the-great-libertarian-hope/>) par Milei.

En fait, les opinions de ce dernier en matière de politique étrangère, pour autant qu'il en ait, sont bien plus proches des néoconservateurs que des libertariens. Elles trouveraient tout à fait leur place au sein des groupes de réflexion bellicistes de Washington D.C. et d'une partie du courant dominant tant du parti républicain que du parti démocrate.



**Javier Milei s'adresse à ses partisans lors d'un meeting de campagne à Buenos Aires le 6 novembre 2021
Anita Pouchard Serra (Bloomberg)**

Voilà qui ne doit pas être sous-estimé, dans la mesure où l'Argentine est membre du G-20, la troisième économie d'Amérique latine, et qu'elle a récemment été invitée à rejoindre les BRICS, regroupement qui compte la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud.

Les thèses de Milei en matière de politique étrangère, telles qu'elles ont été exprimées à maintes reprises au cours de la campagne électorale sont résolument manichéennes (https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=DVt_mzCOGtA): elles partagent le monde entre démocraties et «autocraties communistes».

De manière contre-intuitive de la part d'un défenseur autoproclamé du libre-échange, il a promis de rompre les liens avec deux des principaux partenaires commerciaux de l'Argentine - la Chine et le Brésil (qui représentent à eux deux environ 25% du total des exportations du pays) - sous prétexte que ces deux pays sont dirigés par des «communistes».

La Chine a fait l'objet d'un ostracisme particulier, Milei la qualifiant parfois d'«assassin» (<https://foreignpolicy.com/2023/09/21/brics-membership-argentina-china-russia-brazil-india-elections/>).

Milei est un ardent défenseur (https://www.clarin.com/politica/guerra-rusia-ucrania-javier-milei-hablo-debilidad-biden-cargo-duro-alberto-f_0_fH9lip3Dzn.html) de l'Ukraine, ce qui tranche avec la position plus modérée adoptée par l'administration péroniste de centre-gauche sortante (<https://nationalinterest.org/feature/why-brazil-and-argentina-chose-russia-over-ukraine-201244>).

Celle-ci, tout en condamnant l'agression de l'Ukraine par la Russie, était également réticente à rompre des liens avec Moscou qui s'étaient resserrés pendant la pandémie lorsque l'Argentine avait acheté des vaccins russes (<https://www.argentina.gob.ar/noticias/nacion-recibio-las-primeras-vacunas-sputnik-v-fabricadas-en-argentina>), avec des résultats généralement jugés acceptables.

C'est peut-être dans sa ferveur à l'égard d'Israël (<https://www.haaretz.com/world-news/2023-08-14/ty-article/.premium/an-argentinian-presidential-candidate-studies-torah-and-supports-jerusalem-embassy-move/00000189-f446-d8b0-a1bd-fcd663eb0000#!backToSection>) que les convictions néoconservatrices de Milei sont les plus évidentes.

Si l'Argentine, sous différents gouvernements, a généralement entretenu de bonnes relations avec Israël, celles-ci étaient traditionnellement contrebalancées par les relations de Buenos Aires avec les pays arabes et même, parfois, avec l'Iran.



Javier Milei, du parti Libertad Avanza, brandit un drapeau israélien pendant sa campagne à Lomas de Zamora, lundi 16 octobre 2023 (Natacha Pisarenko - AP)

Cet équilibre n'a pas empêché l'Argentine de classer le Hezbollah parmi les organisations terroristes pour son rôle présumé dans le tristement célèbre attentat à la bombe de 1994 contre un centre communautaire juif à Buenos Aires.

Sergio Massa, opposant battu de Milei, avait promis d'ajouter le Hamas palestinien à la liste rouge de l'Argentine des organisations terroristes s'il avait été élu. Milei, cependant, veut aller beaucoup plus loin. Il a déclaré que ses premiers voyages internationaux en tant que président élu seraient pour Israël et les États-Unis.

Il a également promis de transférer l'ambassade d'Argentine de Tel Aviv à Jérusalem. Une telle réorientation unilatérale représenterait une rupture majeure avec le consensus traditionnel de l'Argentine en matière de politique étrangère.

C'est également pour des raisons idéologiques que Milei est opposé (<https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=0V4zsbGqEc>) à l'adhésion de l'Argentine aux BRICS, en dépit de l'invitation lancée par les membres existants, laquelle serait le résultat d'un lobbying intense du Brésil en faveur de Buenos Aires.

Alors que la perspective de rejoindre le groupe qui représente plus de 40% de la population mondiale et 31% du PIB mondial (et qui est également destinataire de quelque 30% du total des exportations argentines) est considérée comme une véritable aubaine (<https://www.aljazeera.com/news/2023/8/24/brics-invite-is-great-opportunity-for-argentina-outgoing-president-says>) par de nombreux hommes d'affaires et politiciens argentins, pour Milei, les BRICS ne représentent guère plus qu'un club de dictateurs.

Le nouveau président est également étonnamment sceptique (<https://www.perfil.com/noticias/bloomberg/bc-politica-exterior-de-milei-rechazar-a-china-salir-del-mercosur.phtml>) à l'égard du Mercosur, un bloc commercial sud-américain qui outre l'Argentine, compte le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay.

Milei l'a qualifié de simple «union douanière de qualité médiocre qui fausse le commerce». Une telle attitude soulève de nouvelles questions quant aux perspectives de l'accord commercial longtemps retardé entre le Mercosur et l'Union européenne. Il est certes toujours possible que les réalités du pouvoir (notamment le fait que son parti détient relativement peu de sièges au Congrès national) tempèrent certaines des idées les plus radicales que Milei a débitées lors de la campagne électorale.



Les barrages Néstor Kirchner et Gobernador Cepernic sont construits à Santa Cruz avec des fonds chinois (Image: Télam)

Après tout, l'ancien président du Brésil, Jair Bolsonaro, auquel Milei voue une admiration d'ailleurs mutuelle, a lui aussi commencé par critiquer farouchement la Chine, avant d'assouplir considérablement sa position lorsqu'il était au pouvoir. Mais lors du débat électoral pour l'élection présidentielle, Milei a fait preuve d'une ignorance inquiétante quant au fonctionnement des relations internationales.

Bien qu'il n'appelle plus à une rupture totale des liens avec la Chine et le Brésil, il a insisté sur le fait que de telles interactions devraient être entièrement confiées au secteur privé, apparemment oublieux du fait que ce sont les gouvernements qui négocient les cadres et les accords commerciaux internationaux, y compris les tarifs douaniers, les règles phytosanitaires et autres mesures.

C'est tout particulièrement vrai dans le cas de la Chine, qui accorde une place prépondérante au secteur public dans l'activité économique extérieure du pays.

Actuellement, outre de nombreux projets de moindre envergure, la Chine participe à la construction (<https://www.pagina12.com.ar/586607-que-pasaria-en-el-pais-si-milei-rompe-relaciones-con-china>) de deux barrages hydroélectriques en Argentine lesquels, une fois achevés, couvriraient la consommation quotidienne d'électricité de 1,5 million de ménages argentins, réduiraient les dépenses d'importation de pétrole et de gaz et permettraient même d'exporter de l'électricité vers les pays voisins.

La vision simplissime de Milei, qui considère les relations économiques comme de simples échanges entre acteurs privés, sème le doute sur l'avenir de ces projets. Pire, leur annulation risquerait d'entamer sérieusement la crédibilité de l'Argentine auprès de ses partenaires internationaux, y compris auprès de pays idéologiquement davantage «compatibles».

La nomination probable de Diana Mondino (https://es.wikipedia.org/wiki/Diana_Mondino), une économiste, comme future ministre des affaires étrangères, n'a jusqu'à présent pas réussi à apaiser les inquiétudes concernant les politiques de Milei.

Comme l'a montré un débat préélectoral organisé par le Conseil argentin des relations extérieures, Mondino, qui a passé toute sa vie professionnelle dans le secteur privé, semble partager avec son futur patron la même vision idéologique des relations internationales, ainsi que son penchant pour la démesure.



Diana Mondino, Conseillère de Javier Milei (Image : NA)

Quelques jours avant les élections, elle a comparé la possible victoire de Milei à la chute du mur de Berlin il y a 34 ans, comme si l'Argentine d'aujourd'hui était de quelque manière que ce soit comparable aux dictatures communistes soutenues par l'Union soviétique.

Il est évidemment trop tôt pour savoir comment se déroulera la présidence de Milei, mais si l'on se fie à sa rhétorique, la politique étrangère de l'Argentine risque d'emprunter un chemin semé d'embûches.

Eldar Mamedov

Liens

Election présidentielle argentine de 2023

(https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_argentine_de_2023)

Javier Milei (https://fr.wikipedia.org/wiki/Javier_Milei)

Gouvernement Milei du 10 Décembre 2023 (https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernement_Milei)